

Où sont passées les élections d'antan ? Le cas des scrutins présidentiels roumains de 2024 et 2025

Sorina Soare, Claudiu Tufiş | 5 novembre 2025 | ARTICLES | 



Les élections ont souvent un goût d'inattendu : elles rappellent combien la politique peut échapper aux scénarios écrits à l'avance. Les élections présidentielles roumaines de 2024, prolongées en 2025, ont bien illustré cette potentialité. En lieu et place d'une compétition qui, depuis 1990, a été marquée par une alternative entre des visages ou des structures déjà connus sur la scène publique, c'est bien le goût d'inattendu qui a prévalu lors de ces scrutins.

En face de personnalités politiques plus ou moins identifiées, appartenant à la sphère traditionnelle des compétiteurs, les *outsiders*, les prophètes autoproclamés et les discours anti-*establishment* ont prétendu exprimer un malaise profond, accumulé au fil des années. L'imprévisibilité croissante du jeu électoral roumain peut alors être comprise comme un signal : d'une part, elle peut marquer un renouvellement salutaire de l'offre politique ; d'autre part, elle révèle la fragilité des repères idéologiques et institutionnels sur lesquels reposait jusque-là la démocratie. Elle traduit aussi une redéfinition progressive de la hiérarchie des valeurs, mettant en tension les principes du pluralisme et de la représentation, un phénomène de plus en plus fréquent dans la région, mais également observable au sein des démocraties occidentales consolidées.

Dans ce contexte marqué par un affaiblissement démocratique prolongé et par la multiplication de mobilisations – tant structurées qu'informelles et diffuses – autour d'une remise en cause du consensus libéral, cette évolution ne renvoie plus à un simple « horizon » normatif, mais bien à un terrain de contestations où se rejouent les fondements mêmes du système politique. Les élections présidentielles de 2024, ainsi que leurs prolongements institutionnels en 2025 offrent alors un observatoire privilégié des recompositions en cours et des formes émergentes de légitimation politique dans la Roumanie contemporaine.

En 2024, la percée inattendue de Călin Georgescu, candidat indépendant aux références messianiques et souverainistes, a révélé une polarisation accrue de l'électorat autour d'enjeux identitaires, économiques et civilisationnels. Ce scrutin ne se limitait pas à un simple basculement électoral : il reflétait une crise plus profonde des systèmes de représentation, faisant émerger un débat sur la nature d'un régime politique du flanc est de l'Union européenne (UE). La Roumanie n'est certes pas un cas isolé : les [élections moldaves de l'automne 2025](#) en sont un autre exemple et, à plusieurs reprises, des phénomènes similaires ont été

observés dans la région, que ce soit en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie ou en République tchèque. C'est pourquoi il est pertinent de considérer ces évolutions dans une perspective est-européenne.

Les élections présidentielles roumaines de 2025 confirment ainsi la [logique des « élections critiques » décrites en 1955 par Vladimir Orlando Key Jr](#) en lien direct avec la remise en cause des valeurs et des institutions du régime politique post-1989. Ce scrutin révèle une polarisation croissante autour de visions antagonistes de la démocratie : d'un côté, le modèle libéral fondé sur les droits individuels, le pluralisme et la séparation des pouvoirs ; de l'autre, un modèle illibéral promouvant une démocratie majoritaire souverainiste, en résonance avec Viktor Orbán et son [discours de Băile Tușnad](#). Si, en Roumanie, certains discours et pratiques évoquent l'illibéralisme d'Orbán, ils ne sont pas transposés, dans les faits, de façon linéaire. Ils s'intègrent plutôt dans une grammaire politique composite, mêlant des repères internationaux et des contributions locales.

Nous avançons ici que la Roumanie est ainsi devenue un terrain d'expérimentation où s'affrontent différentes conceptions de la démocratie. Les scrutins de 2024 et 2025, marqués par des soupçons d'ingérence étrangère et une forte exposition internationale, reflètent également des aspirations culturelles et identitaires profondes qui dépassent la seule compétition électorale.

Le calme (relatif) avant la tempête : les élections « condensées » de 2024

Les élections présidentielles roumaines de 2024-2025 s'inscrivent dans un contexte de remise en cause profonde du système politique postcommuniste. La nature du semi-présidentialisme roumain confère au président un rôle central, notamment en matière de politique étrangère et de sécurité nationale. Or, les résultats inattendus du premier tour de 2024 ont révélé deux dynamiques majeures : d'une part, l'effritement des structures partisans traditionnelles qui avaient permis au semi-présidentialisme de fonctionner de manière relativement stable pendant trois décennies ; d'autre part, une polarisation croissante autour des choix stratégiques concernant l'avenir du pays.

Le candidat indépendant Călin Georgescu incarne à la fois le rejet des partis traditionnels et la remise en cause de la trajectoire euro-atlantique, [ainsi que du consensus établi depuis le Pacte de Snagov en 1995](#). Cette orientation alternative trouve un écho auprès d'un électorat éprouvé par les inégalités sociales et les répercussions de la guerre en Ukraine. Le soutien résolu de la Roumanie à Kyiv, qu'il s'agisse d'aide diplomatique, sécuritaire ou économique, est ainsi implicitement remis en cause par Georgescu, qui dénonce une politique étrangère menée sans véritable débat démocratique, sans stratégie cohérente et sans prise en compte équilibrée des intérêts nationaux. Il pointe notamment du doigt la situation des minorités roumaines en Ukraine, qu'il juge menacées d'assimilation par les autorités actuelles, ainsi que les conséquences socio-économiques du transit accru de céréales ukrainiennes, préjudiciables pour les agriculteurs roumains. S'inscrivant dans une logique souverainiste assumée, Georgescu salue à plusieurs reprises la politique de Viktor Orbán, notamment sa capacité à diversifier les partenariats extérieurs en [priviliégiant les liens avec la Russie et la Chine au détriment d'un alignement systématique sur l'Occident](#).

À l'approche du cycle électoral exceptionnellement dense de 2024 (élections européennes et locales en juin, présidentielles et législatives à l'automne), la Roumanie se trouvait dans une situation paradoxale. Malgré une croissance économique soutenue depuis son adhésion à l'UE, le pays était, et est toujours, traversé par une défiance croissante envers les partis traditionnels et un faible taux de participation électorale. Sur le plan démographique, la Roumanie fait face à un déclin rapide, accentué par une émigration massive (entre 4 et 6 millions de Roumains ont quitté le pays ces dernières décennies), ce qui affecte le marché du travail, les systèmes sociaux et contribue au sentiment de [frustration envers la classe politique](#).

Le modèle économique néolibéral adopté depuis les années 1990 a certes permis la stabilisation macroéconomique et une insertion rapide dans l'économie européenne, mais il n'a pas su garantir une redistribution équitable des bénéfices de cette intégration. Malgré les avancées récentes, notamment [l'entrée dans l'espace Schengen](#) et la [perspective d'adhésion à la zone euro](#), ces succès symboliques n'ont pas suffi à compenser les déséquilibres sociaux et régionaux persistants, qui continuent d'alimenter la défiance à l'égard des élites politiques et économiques. La libéralisation accélérée – conjuguée à l'essor d'une économie informelle et aux liens parfois troubles entre milieux politiques, économiques et criminels – a creusé les fractures sociales et nourri une désillusion au niveau de la société. Celle-ci alimente en retour une émigration massive. Les chocs récents, tels que la pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine, ont encore intensifié ces tensions, fragilisant une adhésion euro-atlantique jusque-là largement consensuelle.

Toutefois, la société civile roumaine a montré une vitalité croissante, particulièrement lors des mobilisations contre la corruption des élites politiques. Qu'il s'agisse de l'affaire Roșia Montană ou de la tragédie de l'incendie du club Colectiv, les manifestations de rue et d'autres formes d'engagement citoyen témoignent d'une rupture avec l'inertie qui caractérisait auparavant la Roumanie et ont permis d'imposer des changements concrets de politique publique.

Depuis la réforme de la loi sur les partis en 2015, la fragmentation politique s’est accrue, la nouvelle réglementation ayant facilité la multiplication des formations politiques. Si le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti national-libéral (PNL) restent dominants, leur base électorale s’effrite au profit de formations émergentes comme l’Union « Sauvez la Roumanie » (USR) et l’Alliance pour l’union des Roumains (AUR). Ces partis captent une large part du vote protestataire, dont celui de la diaspora avec des profils opposés : l’USR mise sur un agenda anticorruption et écologique, tandis que l’AUR défend un discours souverainiste et conservateur. Cette fragmentation complique la formation de majorités stables et engendre une instabilité politique chronique, illustrée par la coalition hétéroclite entre le PSD, le PNL et l’Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) – souvent perçue comme opportuniste et déconnectée des attentes citoyennes.

En 2024, malgré une alliance stratégique entre PSD et PNL aux élections européennes, les partis d’extrême droite ont progressé, notamment l’AUR, qui a remporté six sièges et rejoint le groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR), tandis que SOS Roumanie, parti encore plus radical, a obtenu deux sièges grâce au vote de la diaspora. Ces formations ont mené des campagnes axées sur la souveraineté nationale, la défense des valeurs traditionnelles et la critique des élites « mondialistes », contribuant à remodeler le paysage politique roumain.

Enfin, la réélection du maire sortant de Bucarest, Nicușor Dan, candidat indépendant ancien membre de l’USR, a constitué un élément stratégique majeur dans la recomposition politique à venir, car elle illustre la capacité des figures indépendantes à peser sur l’équilibre des forces entre partis et à influencer les alliances locales et nationales.

L’élection présidentielle de novembre 2024

L’accord entre le PSD et le PNL arrivait à son terme à l’approche des élections présidentielles et législatives de l’automne 2024. Toutefois, avant de formaliser cette séparation, les deux partis avaient stratégiquement fixé le calendrier électoral à leur avantage. Le premier tour de l’élection présidentielle a ainsi été programmé au 24 novembre, soit une semaine avant les élections législatives du 1^{er} décembre, avec un second tour prévu le 8 décembre.

Cette séquence visait clairement à maximiser l’influence des deux principaux partis, en espérant mobiliser leurs électorats pour la présidentielle et renforcer par ricochet les performances à l’occasion des élections législatives. Dans cette logique de contrôle politique, plusieurs observateurs ont évoqué un soutien informel du PSD à George Simion, candidat de l’AUR, dans le but de reproduire le scénario électoral de 2000. À cette époque, Ion Iliescu (PSD) avait triomphé au second tour face au candidat d’extrême droite Corneliu Vadim Tudor, bénéficiant d’un vote dit de barrage. Une dynamique similaire était décrite dans les sondages à la veille des élections, le candidat Marcel Ciolacu, le Premier ministre en fonction, espérant s’imposer comme le « moindre mal » face à un adversaire polarisant.

La campagne présidentielle s’est déroulée dans un climat relativement calme, l’issue de l’élection étant largement considérée comme acquise au profit des partis traditionnels. Quatorze candidats y ont pris part, représentant un spectre allant des partis établis (PSD, PNL, UDMR) aux forces populistes (AUR), en passant par les challengers réformistes (USR) et diverses candidatures indépendantes. Aux thèmes classiques (la fiscalité, les retraites, les services publics, etc.) sont venus s’ajouter des sujets plus polarisants, tels que les droits LGBTQ+ ou la position à adopter face à la guerre en Ukraine. Toutefois, dans l’ensemble, le débat est resté plutôt terne. Même la tenue simultanée, à Bucarest, d’un référendum local organisé par le maire Nicușor Dan n’a pas réussi à insuffler un véritable dynamisme à la campagne.

Les choses ont partiellement et temporairement changé avec la disqualification de la sénatrice Diana Șoșoacă (candidate SOS Roumanie) par la Cour constitutionnelle. Pour motiver sa décision, la Cour a affirmé que les déclarations publiques de Diana Șoșoacă étaient incompatibles avec les valeurs de la démocratie et mettaient en danger l’adhésion de la Roumanie à l’UE et à l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) en cas d’élection. Implicitement, le pays risquait de se retrouver en porte-à-faux avec Bruxelles et de fragiliser sa crédibilité auprès des institutions européennes et atlantiques, essentielles au financement et à la défense nationale. La décision constituait un précédent jurisprudentiel inédit, soulevant des questions sur les limites de la participation politique dans une démocratie constitutionnelle.

Par ailleurs, le premier tour de l’élection présidentielle en Roumanie a suscité un regain d’intérêt électoral. Les résultats ont surpris en plaçant en tête un candidat indépendant peu connu, suivi par la candidate de l’USR. La diaspora a joué un rôle important dans ce scrutin : Georgescu a été largement soutenu par les Roumains vivant dans l’UE, tandis que Lasconi s’est imposée auprès des électeurs roumains installés dans les Amériques, en Australie, en Russie et en Chine.

Tableau 1. Résultats des élections présidentielles en Roumanie, 2024–2025 (les cinq premiers candidats pour le premier tour)

Candidat	Parti	Expérience politique	Voix (%)
----------	-------	----------------------	----------

2024 – 1 ^{er} tour	Călin Georgescu	Indépendant	N/A	22,9 %
	Elena Lasconi	USR	Maire, présidente de l'USR	19,2 %
	Marcel Ciolacu	PSD	PM, président du PSD	19,2 %
	George Simion	AUR	Député, président de l'AUR	13,9 %
	Nicolae Ciucă	PNL	Député, président du PNL	8,8 %
Participation		52,6 %		
2025 – 1 ^{er} tour	George Simion ^[1]	AUR, POT	Député, président AUR	41,0 %
	Nicușor Dan ^[2]	Indépendant	Maire de Bucarest	21,0 %
	Crin Antonescu	PSD, PNL, UDMR alliance	N/A	20,1 %
	Victor Ponta	Indépendant	Député	13,0 %
	Elena Lasconi ^[3]	USR	Maire, présidente de l'USR	2,7 %
Participation		53,2 %		
2025 – 2 nd tour	George Simion	AUR, POT	Député, président AUR	46,4 %
	Nicușor Dan	Indépendant	Maire de Bucarest	53,6 %
Participation		64,7 %		

^[1] Ana Maria Gavrilă (présidente du Parti de la jeunesse, POT) s'est initialement présentée avant de se retirer en faveur de George Simion.

^[2] Bien qu'ancien leader de l'USR, Nicușor Dan a concouru en tant qu'indépendant en 2025.

^[3] En avril 2025, à la suite de tensions internes, l'USR a retiré son soutien à Elena Lasconi et soutenu Nicușor Dan.

Sources : [Rezultate Vot](#) et nos données.

Le résultat des élections a alimenté des tensions internes dans les partis traditionnels, nettement affaiblis, et créé un climat d'incertitude à Bruxelles comme à Washington. Au centre de cette dynamique se trouve la figure de Călin Georgescu. Son profil hybride, [en tant que technocrate et ancien des cercles du pouvoir de Bucarest](#), se présentant néanmoins comme un *outsider* indépendant, a surpris par son ascension rapide. Il revendique une expertise technique et morale, avec comme message central de « restaurer la dignité de la Roumanie » et de mettre fin à sa subordination aux organisations internationales. Cette rhétorique le rapproche de figures comme Robert F. Kennedy Jr aux États-Unis, qui promeut une vision de santé alternative et souverainiste, et rappelle certains accents du trumpisme. Son programme repose sur une triade ambiguë « Nourriture, eau, énergie » et sur la réhabilitation de la souveraineté nationale. L'ensemble de son discours s'inscrit dans un langage mystique qui vise à donner à la Roumanie une vocation universelle, en opposition à une UE décrite comme une menace pour le patrimoine national.

Les discours de Georgescu se distinguent par l'usage d'images symboliques fortes et de références mystiques. Sur TikTok, [on le](#)

[voit apparaître en costume national sur un cheval blanc](#) ou se baigner dans des eaux glacées, gestes censés incarner pureté et endurance. Dans ses interventions publiques, il associe l'« amour » à une force cosmique et critique la césarienne comme une « rupture du fil divin », inscrivant même la médecine moderne dans une logique de décadence occidentale. À plusieurs reprises, il dénonce l'OTAN et l'UE comme des instruments de dépendance, [qualifiant le bouclier antimissile américain installé à Deveselu de « honte diplomatique »](#), une formule qui résonne avec la rhétorique du Kremlin. Cette vision s'inscrit dans une lecture géopolitique où la Roumanie est présentée comme un pont spirituel et stratégique entre l'Est et l'Ouest, mais aussi comme un acteur souverain de la mer Noire, dont la sécurité ne devrait pas être dictée par les grandes alliances occidentales. En ce sens, la mer Noire devient, dans son discours, un espace symbolique de reconquête nationale, un horizon d'autonomie face aux pressions militaires et économiques régionales.

Il est important de souligner que ce souverainisme ne puise pas uniquement dans le registre local : il évoque une congruence avec l'eurasisme d'Alexandre Douguine, adapté au contexte roumain, et le discours de la mouvance Make America Great Again (MAGA), importé des États-Unis. De manière explicite, les références roumaines se rattachent de plus en plus aux repères civilisationnels qui sont promus par l'administration Trump, ce qui explique le soutien affiché par certains journalistes et influenceurs américains, ainsi que l'écho trouvé, à l'occasion, auprès de [représentants de l'establishment républicain](#).

L'impact sur l'électorat a été spectaculaire. Selon une analyse d'Expert Forum, Georgescu a connu une progression rapide grâce à une stratégie agressive sur TikTok. En parallèle, [un journaliste d'investigation de la plateforme RISE Project](#) a révélé qu'entre octobre 2022 et octobre 2024, ses vidéos sont passées de 14 000 vues à plus de 17 millions, avant de dépasser 45 millions de vues et 2 millions de *likes* en seulement 23 jours de campagne intensive. Cette viralité a provoqué un saut dans les sondages, de moins de 10 % à plus de 20 % des intentions de vote en deux semaines, et mobilisé un électorat jeune et d'habitude peu politisé (près de 40 % de ses électeurs déclaraient n'avoir jamais participé à une campagne auparavant). Sa rhétorique souverainiste, combinée à la puissance émotionnelle de ses messages numériques, a ainsi déplacé le centre du débat politique roumain et fragilisé la position traditionnelle pro-occidentale du pays.

Dans un climat d'interrogations croissantes, le 28 novembre, soit un jour après le premier tour, [le Conseil suprême de défense nationale \(CSAT\) annonçait](#) que les services de renseignement roumains avaient identifié des éléments d'ingérence électorale étrangère. Parallèlement, deux candidats éliminés ont déposé des recours devant la [Cour constitutionnelle](#), accusant Georgescu de n'avoir pas déclaré certaines dépenses de campagne et s'être appuyé sur une opération de communication massive financée via des influenceurs [sur la plateforme FameUp](#), en contournant ainsi les règles européennes sur la transparence de la publicité politique. Ces accusations renforcent l'idée que son succès tient autant à l'innovation numérique qu'à l'exploitation des zones grises de la régulation, faisant de sa campagne un cas-limite entre mobilisation démocratique et manipulation électorale, entre innovation et manipulation, voire entre persuasion et abus électoral.

La Cour constitutionnelle avait prévu de valider les résultats du premier tour le 3 décembre, deux jours après les élections parlementaires qui ont vu le PSD et le PNL accumuler à peine un tiers des votes à la chambre, et le parti AUR obtenir 18 % des votes. Le groupe de la droite extrême parlementaire s'est renforcé avec les presque 14 % des voix obtenus par le parti SOS Roumanie et un nouveau parti (Parti de la jeunesse, POT) issu lui aussi de la galaxie AUR. Mais la publication du rapport CSAT a changé la donne. La [Cour constitutionnelle](#) prend alors une décision sans précédent : le 6 décembre, elle annule le premier tour, estimant que le scrutin a été entaché à toutes ses étapes par des violations graves des règles électorales, notamment sur le financement et la transparence de la campagne. Elle fonde sa décision sur les notes des services de renseignements, désormais rendues publiques. Cette décision historique soulève une onde de choc en Roumanie : certains dénoncent une forme de coup d'État constitutionnel, d'autres y ont vu une évolution des compétences de la Cour constitutionnelle. De nombreuses voix issues de la société civile, des médias et de l'électorat ont dénoncé le manque de transparence de la procédure, l'absence de preuves tangibles, ainsi que la faiblesse de la motivation juridique – l'arrêt de la cour ne comptant que quatre pages. Quelques semaines plus tard, le nouveau gouvernement annonce l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel pour les 4 et 18 mai 2025, arguant de la nécessité de laisser aux candidats le temps de relancer leurs campagnes, et à la société celui d'assimiler ces événements extraordinaires.

L'élection présidentielle de 2025

Pour l'élection présidentielle de 2025, onze candidats ont été validés et étaient définitivement en lice. En revanche, [les candidatures de Diana Șoșoacă et Călin Georgescu ont été \(de nouveau pour celle-là, pour la première fois pour celui-ci\) invalidées](#). Selon le Bureau électoral central, cette décision repose sur l'ensemble des événements et procédures intervenus entre septembre 2024 et mai 2025, une interprétation confirmée par la Cour constitutionnelle. Ces faits constituent un processus électoral unique, de sorte que les arrêts de la Cour constitutionnelle rendus en octobre et décembre 2024 entraînent le non-respect des conditions de participation à la course électorale pour ces deux candidats. Bien que la décision ait suscité

des débats, le ton a changé en février 2025, lorsque le [Parquet général roumain a annoncé l'inculpation de Georgescu, alors candidat indépendant](#) à la présidentielle. Il est poursuivi pour six infractions, parmi lesquelles le financement illégal de campagne, l'instigation à des actes contre l'ordre constitutionnel (l'infraction la plus grave, passible de 15 à 25 ans de prison) et la création ou le soutien d'une organisation fasciste, raciste ou xénophobe, punissable de 5 à 15 ans de prison.

En mai 2025, une semaine après le deuxième tour des élections, Călin Georgescu a annoncé sa retraite de la vie politique, affirmant vouloir se consacrer à sa famille. Dans un message publié sur Facebook, il a déclaré mettre fin à son engagement dans le mouvement souverainiste, précisant qu'il devenait désormais un simple observateur de la vie publique. Il qualifie cette [décision de personnelle et responsable](#), sans jugement envers ceux qui poursuivent cette cause.

Parmi les onze candidats validés pour l'élection présidentielle roumaine de 2025, cinq se démarquaient nettement dans les intentions de vote, notamment Elena Lasconi (USR), George Simion (AUR) et Crin Antonescu (soutenu par la coalition PSD-PNL). Au-delà du volet technique des programmes, la compétition présidentielle a mis en lumière une fracture profonde entre deux visions de l'avenir du pays : les partisans d'une ligne souverainiste et les progressistes, favorables à une intégration européenne.

Le camp souverainiste rassemble plusieurs candidats, dont George Simion et Victor Ponta, qui s'inspirent de la pensée de Călin Georgescu. Certains passages de leur discours peuvent apparaître opportunistes, notamment la critique de l'alignement euro-atlantique combinée à l'ouverture à des accords bilatéraux avec des partenaires partageant leur vision. Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'adaptations tactiques. Dans le cas de Simion, cette rhétorique s'inscrit également dans la continuité des discours provenant d'un noyau stable d'intellectuels et de militants proches de l'AUR, qui travaille depuis plusieurs années à construire et diffuser une ligne conservatrice cohérente, inspirée du modèle « pro-MAGA » américain. George Simion combine opportunisme et cohérence lorsqu'il se réclame de la droite conservatrice américaine, inspirée de Donald Trump, tout en affirmant une proximité idéologique avec Karol Nawrocki, candidat ultra-conservateur en Pologne. Dans une interview accordée au média [The American Conservative](#), Simion déclare : « Ensemble, nous pourrions devenir deux présidents pro-MAGA déterminés à relancer notre partenariat avec les États-Unis et à renforcer la stabilité sur le flanc est de l'OTAN. ». En bref, il prône une politique étrangère axée sur une plus grande autonomie stratégique, un scepticisme fort vis-à-vis de l'UE et une alliance renforcée avec les États-Unis, mais dans une lecture « trumpienne », fondée sur des intérêts bilatéraux et une souveraineté renforcée.

À l'inverse, les progressistes pro-européens, tels que Crin Antonescu, Elena Lasconi et Nicușor Dan, défendent la continuité du consensus de Snagov, adopté en 1995, qui fixait l'ancrage euro-atlantique de la Roumanie comme pilier stratégique. Ces candidats reconnaissent [les failles de la politique étrangère actuelle et la baisse d'influence du pays dans les structures européennes, mais proposent une stratégie de réengagement actif](#) : réformes internes, diplomatie plus affirmée et renforcement de la visibilité de la Roumanie au sein de l'UE et de l'OTAN.

Les deux camps partagent le même constat d'un affaiblissement diplomatique, mais proposent des solutions diamétralement opposées : repli souverainiste *versus* réengagement euro-atlantique. Cette opposition se manifeste aussi dans le discours culturel : les souverainistes valorisent les traditions nationales, la famille, l'autonomie économique, tandis que les progressistes défendent une Roumanie moderne, intégrée et influente dans le cadre occidental.

De plus, le premier tour de l'élection présidentielle roumaine de 2025 a marqué une rupture politique majeure, confirmant l'érosion du soutien aux partis traditionnels. Crin Antonescu, soutenu par l'alliance PSD-PNL-UDMR, échoue de justesse à se qualifier pour le second tour (voir tableau 1 *supra*), un revers d'autant plus significatif que le vote de la diaspora lui est massivement défavorable. Ce résultat témoigne de la perte de légitimité des formations établies, perçues comme usées, corrompues et incapables de proposer une vision renouvelée à une société en transition rapide.

Le second tour opposait donc George Simion, figure du souverainisme placé en continuité avec Călin Georgescu, à Nicușor Dan, maire de Bucarest, candidat indépendant au positionnement pro-européen. Cette configuration atypique a transformé l'affrontement électoral en un véritable conflit de visions socioculturelles et géopolitiques. À l'international, les soutiens se sont cristallisés : [Emmanuel Macron a notamment apporté son appui à Dan](#), perçu comme garant du consensus euro-atlantique, tandis que des [figures du parti polonais Droit et justice \(PiS\) saluaient en Simion un allié idéologique](#), défenseur de la souveraineté nationale et des valeurs dites traditionnelles.

Bien qu'à l'issue de ce second tour, la victoire de Nicușor Dan ait été claire, elle n'a pas permis de réparer les fractures profondes de la société roumaine. [Les clivages entre zones bénéficiaires de l'intégration européenne et celles où les inégalités persistent](#) demeurent structurants. Le vote de la diaspora offre une image en miroir : Simion y arrive en tête avec 55,78 %, contre 48,22 % pour Dan, illustrant une autre forme de désaffection envers l'*establishment*, mais depuis l'extérieur. Cette polarisation traduit aussi la tension entre un centre européen perçu comme bénéficiaire des flux de l'intégration et une périphérie nationale ou sociale qui se vit comme exclue, voire condamnée à rester en marge. À l'intérieur, la coalition gouvernementale issue de la

victoire de Dan demeure fragile, confrontée à une opinion publique sceptique vis-à-vis de la politique d'austérité, pourtant saluée à Bruxelles.



Les élections roumaines de 2024 et 2025 apparaissent comme des élections critiques, révélatrices d'un renouvellement profond de l'offre politique mais, surtout, d'un réalignement majeur de la demande électorale.

Sur le plan idéologique, la figure de Călin Georgescu et son souverainisme messianique, ancré dans un traditionalisme culturel polymorphe, conservent un certain potentiel de séduction. [Sa mise en accusation](#) ne signifie pas la disparition de son influence : un socle sociétal fondé sur des valeurs traditionnelles, sur la religion, le culte de l'ordre et la confiance dans des institutions telles que l'armée et l'Église demeure profondément structurant et constitue une alternative au pilier libéral promu par l'élargissement européen.

Aussi, Georgescu et Simion ne sont pas apparus pas *ex nihilo*. Ils ont su capter et rendre plus convaincant le discours souverainiste déjà articulé au parlement par des représentants traditionnels, notamment au sein du PSD sous la direction de Victor Ponta et Liviu Dragnea, tout en intégrant de nouveaux groupuscules radicaux. Derrière leur montée en politique se trouve une dimension organisationnelle solide, variable selon les cas, mais qui explique leur visibilité et leur pérennité dans les sondages.

Cette dynamique traduit une tension persistante entre enracinement traditionnel et appartenance européenne, mais l'enjeu dépasse désormais la seule figure de Georgescu. Il s'agit d'un phénomène structurel : un discours de fond souverainiste, nourri par des décennies de promesses démocratiques non tenues, qui recompose l'espace politique roumain et s'inscrit dans une tendance régionale, voire mondiale. Les aspirations culturelles et identitaires, que certains sondages récents situent parmi les priorités majeures des électeurs roumains, fonctionnent de plus en plus comme de véritables totems politiques, capables de structurer le débat au-delà des clivages partisans. Même en cas de mise à l'écart définitif de Georgescu, ces aspirations demeurent valides : les politiques d'austérité post-électorales n'ont fait qu'accentuer le malaise social et renforcer la légitimité de la voix souverainiste.

La comparaison avec Viktor Orbán, Robert Fico ou Andrej Babiš montre une dynamique solide dans la région, bien que le mouvement roumain reste profondément enraciné dans son contexte national, tout en étant alimenté par des influences transnationales/internationales, qu'il s'agisse de l'eurasisme de Douguine, du mouvement MAGA et des échanges intellectuels au niveau diasporique. Au-delà des tactiques de communication de Simion ou de Georgescu, cette évolution révèle avant tout la faiblesse persistante des autorités à construire un récit alternatif crédible et à expliquer les décisions institutionnelles, ce qui fragilise encore le pacte démocratique.

Crédits photo : [karenfoleyphotography](#).



Sorina Soare, Claudiu Tufiş

Sorina Soare est maîtresse de conférences à l'université de Florence. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'université libre de Bruxelles, elle est spécialiste de politique comparée. Ses recherches portent sur les partis politiques, le populisme, la participation politique des migrants, la politique transnationale, ainsi que sur la place du genre en politique.

Claudiu Tufiş est maître de conférences en science politique à la faculté de science politique de l'université de Bucarest. Ses principaux domaines de recherche incluent la culture politique, le comportement politique, les études électorales, la société civile, les mouvements sociaux, les politiques publiques de l'enseignement supérieur, la méthodologie de la recherche sociale et l'analyse des données sociales.

Comment citer cette publication

Sorina Soare, Claudiu Tufiş, « Où sont passées les élections d'antan ? Le cas des scrutins présidentiels roumains de 2024 et 2025 », *Le Rubicon*, vol. 5, 5 novembre 2025 [https://lerubicon.org/ou-sont-passees-les-elections-dantan-le-cas-des-scrutins-presidentiels-roumains-de-2024-et-2025/].